Histoire orale entre mémoire et usage public de l'histoire : notes autour d'un colloque sur histoire des femmes et fascisme

Autor(en): **Prezioso, Stéfanie**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **14 (1998)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520348

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

HISTOIRE ORALE ENTRE MÉMOIRE ET USAGE PUBLIC DE L'HISTOIRE

Notes autour d'un colloque sur histoire des femmes et fascisme

Stéfanie PREZIOSO

> *« Les mémoires d'un peuple sont comme des valises et des sacs qui sont chargés, mis en mouvement et disparaissent dans des tunnels mystérieux. Elles réapparaissent en accomplissant des trajectoires droites et courbes visibles ou secrètes : et peut-être – si nous ne les prenons pas au vol – elles disparaissent à nouveau pour réapparaître à un autre endroit, où certains anticipent leur réapparition, et d'autres, moins experts, ne s'y attendent pas »* [1]

En 1932 est fondée à Orvieto l'Académie nationale d'éducation physique féminine, qui allait former les enseignantes d'éducation physique et les éducatrices des jeunes italiennes. L'école reçoit, entre 1932 et 1939, 500 jeunes femmes âgées de 17 à 23 ans provenant pour la plupart de la moyenne et petite bourgeoisie italienne. L'Université de la femme sportive devait assurer la formation idéologique et morale d'une nouvelle femme fasciste pour une Italie fasciste, ou pour être plus précis, d'une femme «régénérée» apte à accomplir son devoir de «protection de la race». Sa fermeture définitive en 1943 suit de très près la destitution de Mussolini. Celle qui avait marqué la direction de l'Académie dès 1937, Elisa Lombardi, part alors pour Salò. Après la guerre, l'école et les jeunes gymnastes qu'elle a formées tombent dans l'oubli. Cinquante-trois ans après la fermeture de l'Académie, la Fondation Institut Gramsci et l'Archive d'Etat de Terni organisent à Orvieto une manifestation, qui se fixe deux objectifs bien précis. D'une part, la commémoration de l'Académie à travers une exposition de photographies et la projection d'un film tourné en 1942 intitulé *L'Accademia dei vent'anni* [L'Académie des vingt ans]. D'autre part, une rencontre entre spécialistes, sous la forme d'un colloque autour de la

1. Mario Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria: strutture ed eventi dell'Italia unita*, Bari, Laterza, 1997, p. VII. Tous les textes cités dans cette contribution ont été traduits de l'italien par mes soins.

problématique générale: *La nation et le corps: modèles féminins dans les années trente*. Le lien entre les deux objectifs est assuré durant la première journée de colloque par la discussion du livre *Accademiste a Orvieto. Donne ed educazione fisica nell'Italia fascista 1932-1943* [Académistes à Orvieto. Femmes et éducation physique dans l'Italie fasciste 1932-1943] dirigé par les deux historiennes Lucia Motti et Marilena Rossi Caponeri[2]. A cette superposition d'objectifs pour deux journées fixées au 6 et 7 décembre 1996 vient s'ajouter la configuration exceptionnelle représentée par la présence dans la même salle de spécialistes et d'une délégation des anciennes «académistes»; celles-ci ont, par ailleurs, participé à l'élaboration de l'ouvrage en accordant aux historiennes des interviews; Elisa Lombardi, la «Comandante», comme les membres de cette délégation l'appellent encore en 1996, est à leur tête.

Le premier jour de colloque est fortement marqué par cette configuration à laquelle le spécialiste et l'historien ne sont guère habitués. En effet, c'est au cours de la première journée que l'hommage est rendu aux «académistes» pratiquement absentes le second jour axé sur des contributions générales ayant pour cadre l'histoire des femmes dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie[3]. Si l'histoire orale fait partie depuis quelques années déjà d'une approche relativement étendue et respectée dans le champ historiographique, les champs d'opération de la mémoire et de la recherche sont souvent et avec précaution séparés. La superposition, dans ce cadre, des deux objectifs va agir comme une bombe sur le déroulement des discussions prévues pour la première journée. Les personnes conviées à cette rencontre se trouveront face à trois types de temporalité, dont le mélange se révélera explosif. En premier lieu, celle de la société italienne, qui depuis quelques années déjà constitue un véritable champ de mines autour des enjeux de mémoire liés à la période fasciste. En second lieu, celle du champ historique qui agit et interagit sur la reconstruction du passé fasciste. Enfin, les actrices elles-mêmes qui ont reconstruit leur passé à de multiples reprises depuis la chute du fascisme, avec plus de force encore, comme le souligne Lucia Motti, en raison du caractère que leur expérience a pris dans la société italienne après le fascisme: une reconstitution mythique tendant à exclure tout élément en contradiction avec leur propre reconstruction[4].

---

2. Lucia Motti, Marilena Rossi Caponeri, *Accademiste a Orvieto. Donne ed educazione fisica nell'Italia fascista 1932-1943,* Perugia, Quattroemme, 1996.

3. Les contributions ont été celles de: Mariuccia Salvati, «Donne negli anni trenta: spazi pubblici e privati»; Victoria de Grazia, «Bellezza italiana: modelli commerciali, modelli di regime»; Claudia Koonz, «The biologized feminine in Nazi Art»; Giovanna Grignaffini, «Il gesto e la divisa: fenomenologia dell'immagine feminile»; Jürgen Charnitzki, «Educazione femminile e immagine della donna nella Germania nazista: risultati, problemi e prospettiva di ricerca».

4. Cf. Lucia Motti, «Le *Orvietine* e l'Accademia: un'esperienza di confine tra appartenenza e senso di sè», in Lucia Motti, Marilena Rossi Caponeri (dir.), *op. cit.*, pp. 138-141

II.

Depuis quelques années, on assiste en Italie à deux mouvements contradictoires liés à la mémoire du fascisme. Le paradoxe actuel consiste à la fois en une volonté d'éradication du passé – une mise au présent totale – et en une hypertrophie des références historiques dans les discours publics. Cette convocation de l'histoire dans les discours publics est accentuée en large partie par la décomposition du champ politique italien: la dissolution ou la disparition des partis de masse qui depuis 1945 ont marqué le devenir de la péninsule (le Parti socialiste italien, le Parti communiste italien et la Démocratie chrétienne). Le colloque centré sur les «académistes» à Orvieto prend une valeur et a une fonction tout à fait particulière, dans une configuration où l'historien est appelé, qu'il le veuille ou non, à participer à l'usage public que le profane fait de son travail.

Lorsque la délégation d'«académistes» arrive, la présentation du livre a déjà commencé et les premiers débats contradictoires sont à leur comble. Tous les participants se demandent dans un premier temps qui sont ces femmes qui viennent en groupe dans cette salle de colloque ouatée. Mais les débats reprennent normalement sans que les spécialistes sur le podium, discutant de l'ouvrage dirigé par les deux historiennes Lucia Motti et Marilena Rossi Caponeri, n'interrompent ni ne simplifient leur propre discours. Le livre présenté cherche à combler les absences historiographiques sur cette académie, et ce faisant à reconsidérer le rapport entre modernité et fascisme[5]. Même si les travaux de Victoria de Grazia – par ailleurs présente lors des journées d'Orvieto –, sur les femmes et le régime fasciste avaient déjà posé ces questions et y avaient amené des éléments de réponse, le terrain qu'offre l'Académie constitue, du point de vue des auteurs, l'une des entrées possibles pour aborder une fois encore ce débat controversé tant du point de vue de l'histoire économique, que politique et sociale en Italie[6]. Si les critiques à l'ouvrage se focalisent sur l'axe d'analyse choisi par Lucia Motti et Marilena Rossi Caponeri, elles prennent de mire en particulier deux objets: en premier lieu, la non prise en considération de la période de la République de Salò dans l'analyse de l'Académie; en second lieu l'absence d'une approche analytique autour des lois raciales promulguées en Italie en 1938. L'article rédigé par Lucia Motti, basé sur les interviews d'histoire orale, en particulier sur le long entretien avec la «Comandante» Elisa Lombardi, est

---

5. Cf. notamment l'article de Lucia Motti, *op. cit.*, pp. 75-148.

6. Cf. Victoria de Grazia, *Le donne nel regime fascista*, Venise, Marsilio, 1993. Pour résumer très schématiquement avec Giovanni de Luna la condition féminine durant les années du fascisme: le fascisme a effectivement rendu les femmes plus visibles dans la sphère publique mais sans que cela ne comporte d'aucune manière une rupture drastique avec les fondements traditionnels de la présence des femmes dans la société italienne; cf. Giovanni de Luna, *Donne in oggetto: l'antifascismo nella società italiana 1922-1939*, Turin, Bollati Boringhieri, 1995, p. 44.

l'écrit le plus contesté. Ces attaques rencontrent non seulement l'hostilité des auteurs, mais également la réaction virulente des «académistes» présentes dans la salle. A l'évocation des lois raciales, ces témoins sifflent et huent les intervenants, s'applaudissent elles-mêmes lorsqu'elles attaquent de manière directe les historiens sur le podium. Le trouble que leur présence implique accentue encore l'hostilité des auteurs aux critiques de leurs collègues. A tel point qu'en dernière analyse l'un des contributeurs à l'ouvrage lance cette phrase: «Il est temps de laisser de côté le paradigme antifasciste pour l'analyse de cette période historique». L'injonction laisse libre cours à l'interprétation du contenu de ce paradigme. Est-ce à dire que l'antifascisme comme position éthico-politique a perdu sa raison d'être (une autre injonction n'avait-elle pas été, au cours du débat, de laisser de côté les œillères politiques?) Que les analyses antifascistes doivent laisser la place à des analyses «afascistes» (comme si cette position avait une quelconque vraisemblance) – comme le proposait Renzo de Felice, chef de file des révisionnistes italiens, dans son dernier livre interview[7]? Ou encore – mais est-ce vraiment la meilleure injonction à lancer – de profiter du moment exceptionnel de rencontre offert entre les spécialistes et les témoins pour comprendre comment celles-ci s'autoreprésentent?

Que la présence exceptionnelle des témoins – c'est-à-dire de celles qui ensemble avec les historiennes ont constitué les sources essentielles sur lesquelles s'est construit l'ouvrage – ait parasité les débats au point de les faire déraper, cela ne fait guère de doute. Quoi qu'il en soit, nous touchons ici à l'un des aspects de la responsabilité de l'historien. La question n'est pas tant de revoir le champ historique du fascisme italien; «revoir, intégrer et, s'il le faut, corriger», comme l'écrivait l'historien Gaetano Arfé, est la substance même de l'histoire[8]; la question n'est pas non plus de remettre en cause le sujet d'études des historiennes sur l'Académie d'Orvieto: une Académie intéressante ne serait-ce que pour ajouter un élément de réflexion autour des instruments d'intégration sociale du régime dans les années '30, et en particulier de l'aristocratie féminine du fascisme, comme la définira l'historienne Mariuccia Salvati dans le cours du colloque[9]. Cependant exhumer ce pan d'un passé oublié impliquait pour les historiennes qui se fixaient de répondre à cet objectif de faire preuve d'une prudence particulière non seulement dans le cadre des analyses des témoi-

---

7. Voir à ce propos: Nicola Tranfaglia, *Un passato scomodo. Fascismo e postfascismo*, Bari, Laterza, 1996, p. 90.

8. Cf. Gaetano Arfé, «Revisionismo, non riproposta», in Jader Jacobelli (dir.), *Il fascismo e gli storici oggi*, Bari, Laterza, 1988, p. 15. Cette intervention critiquant la position de Renzo de Felice a été faite au cours du colloque organisé autour des questions soulevées par l'interview de Renzo de Felice au Corriere della Sera des 27 décembre 1987 et 8 janvier 1988, dans lesquelles ce dernier proposait concrètement de tracer la disposition XII de la Constitution italienne, interdisant la reconstitution du parti national fasciste.

9. Cf. l'intervention de Mariuccia Salvati lors de ce colloque, *op. cit.*

gnages oraux proposées dans leur ouvrage – j'y reviendrai – mais également et peut-être surtout, durant la manifestation publique organisée en hommage aux «académistes». La responsabilité, ou le devoir, de l'historien dans ce type de configuration conflictuelle suppose en effet, pour le dire avec Mario Isnenghi, «une attitude vigilante du spécialiste non moins engagé, mais plus respectueux du vécu collectif et plus calme par rapport aux cynismes de la politique et aux impatiences du simple citoyen.»[10]

L'injonction du contributeur en question, désormais connue et critiquée à juste titre par nombre d'historiens italiens[11], a deux résultats contradictoires: en premier lieu, elle brise du moins pour la première journée, toute tentative de discussion sur le travail fourni autour de l'Académie; en second lieu, ce qui est nettement plus troublant dans l'optique de l'écriture de cet ouvrage – c'est-à-dire l'utilisation de la méthode d'histoire orale – elle prétérite fortement les possibilités de dialogue avec les témoins présentes.

III.

L'historienne italienne Anna Rossi Doria, lors de la dernière journée de colloque relève un élément important de compréhension quant à l'incident de la première journée: les interviews effectuées, et en particulier celle de la «Comandante» Elisa Lombardi, l'ont été par des femmes. Elle propose donc de réfléchir sur le biais qu'implique pour l'histoire orale l'interview de femmes par d'autres femmes. Elle insiste ce faisant sur le sentiment d'identification, sur ce qui a uni les femmes dans le dialogue, dans la reconstruction de la mémoire et dans la constitution de la source. L'injonction d'Anna Rossi Doria se fonde sur une série de discussions qui avaient déjà été soulevées parmi les historiennes[12]. De manière plus générale, l'historienne italienne questionne le rapport entre enquêtrices et enquêtées, rapport fondamental pour la constitution de la source.

L'un des articles fortement mis en cause dans la discussion du premier jour est celui rédigé par Lucia Motti et intitulé: *Les «orvietines» et l'Académie: une expérience de frontière entre appartenance et conscience de soi.* Malgré l'encadrement méthodologique que l'historienne offre à ses lecteurs au début de sa contribution et une conclusion qui tend à questionner plus précisément la mémoire des femmes qu'elle a appelées à intervenir, l'article souffre des défauts d'une grande partie des travaux d'histoire orale, ou plus exactement des pro-

---

10. Mario Isnenghi, *op. cit.*, p. IX.

11. Cf. entre autres: Nicola Tranfaglia, *op. cit.*; Giovanni de Luna, Marco Revelli, *Fascismo/antifascismo. Le idee, le identità,* Florence, La Nuova Italia, 1995; Enzo Collotti, Lutz Klinlkhammer, *Il fascismo e l'Italia in guerra. Una conversazione fra storia e sotriografia*, Rome, Ediesse, 1996.

12. Cf. par exemple les interventions de Luisa Passerini, Agnès Fine et Danielle Tucat, «Histoire orale et histoire des femmes, table ronde, 16 octobre 1981», in *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, N°3, 1982, pp. 5-21.

blèmes posés par l'analyse des sources orales dans le cadre de ce type de travail historique. Lorsque Lucia Motti écrit qu'elle va laisser la parole à ces femmes, elle indique clairement que son objectif est celui de les faire entendre à ses lecteurs: «Le moment est arrivé – écrit-elle – de faire écouter leur voix, pour composer un idéal autoportrait de groupe.»[13] Cependant, l'écoute est biaisée. En effet, non seulement le lecteur n'accède pas directement à la source orale telle qu'elle s'est constituée – il n'entend pas les soupirs, les minutes de silence sur une question peut-être plus délicate qu'une autre, il ne sait pas dans quelles conditions a eu lieu l'interview, etc. –, mais il n'a également aucune idée du type de question qui a été posé aux témoins, si ce n'est le cadre général de la recherche – ici celui de confronter modernité et fascisme. Il ne peut pas plus se faire une opinion sur les coupes que l'historienne a opérées, de ce fait il n'a accès à aucune grille analytique des sources orales proposées.

Cette absence aurait pu être comblée par une analyse fine et détaillée des témoignages afin d'arriver justement à cet autoportrait de groupe que Lucia Motti cherchait à constituer. Et cela passait par une approche croisée incluant l'avancée des travaux, notamment en histoire sociale et politique, à l'intérieur même de l'analyse des sources orales et non pas uniquement dans une introduction tendant à les encadrer. Sans cela les témoignages apparaissent au lecteur sans contradictions, comme si l'histoire se laissait lire à travers la reconstruction de la mémoire des témoins; c'est-à-dire sans chercher par ailleurs à aborder le champ d'une histoire de la subjectivité. Lucia Motti se savait sur un terrain mouvant. Elle insiste elle-même dans l'introduction de son article sur les risques de son approche: «[...] le choix effectué a été celui de travailler *en laissant agir les sujets*; consciente par ailleurs que je m'aventurai sur un terrain miné.»[14] Et plus loin, précisant sa pensée, elle souligne, qu'elle a tenté d'échapper autant au révisionnisme qu'à «tous préjugés idéologiques»[15]. En bref, elle désirait s'abstraire des débats actuels qui secouent l'historiographie italienne sur le fascisme.

La proximité entre l'enquêtrice et l'enquêtée représente sans doute l'un des motifs – que l'on peut qualifier de subjectif – de cette option méthodologique. Lucia Motti là aussi s'est prémunie d'une attaque dans l'introduction à son article; elle insiste en effet, sur le fait que sa propre expérience était trop éloignée de celle des femmes qu'elle a interviewées pour qu'il y ait pu y avoir empathie. Dans le cadre de ce que Pierre Bourdieu appelle la communication non violente, Lucia Motti a fait en sorte de ne pas parasiter le mode usuel de discours de son témoin. Elle a de plus fait preuve probablement de ce que le même sociologue nomme l'«amour intellectuel»; c'est-à-dire qu'elle a tenté, dans le cadre de l'enquête,

---

13. Lucia Motti, *op.cit.*, p. 98.

14. *Ibid.*, p. 77. C'est moi qui souligne.

15. *Ibid.*, p. 78.

de comprendre son témoin, de l'écouter et peut-être même de se mettre à sa place[16]. Si ces techniques se révèlent particulièrement utiles dans le cadre de la constitution de la source, elles peuvent par contre être problématiques pour son analyse. Ainsi, deux aspects notamment sont passés sous silence volontairement par Lucia Motti dans son article: la période allant de 1943 à la construction de l'Italie républicaine et le problème des lois raciales promulguées en Italie en 1938. En ce qui concerne les années 1943-1945, Lucia Motti fait intervenir dans son récit des considérations sur le jeu entre la mémoire reconstruite par Elisa Lombardi et l'oubli: «Le récit jusque-là compact et sans bavures, s'effiloche, les dates se brouillent, la mémoire semble s'obscurcir. A la mémoire, qui habituellement soutient une identité forte et consciente de sa propre valeur, se substitue l'oubli qui fait écran à des cicatrices encore trop profondes pour être dévoilées.» [17] Cependant, elle ne poursuit pas l'analyse et laisse le soin au lecteur d'interpréter ces silences. Elle refuse en un mot d'entrer dans le débat lié à la fin du fascisme et de ce fait même à l'un des possibles moteurs de la reconstruction de la mémoire de son témoin. Quant aux lois raciales, objet de controverses non seulement sur le plan historiographique mais également sur celui de la mémoire collective[18], elles apparaissent de manière ambiguë. Lucia Motti rapporte une partie de l'interview où Elisa Lombardi fait mention de son incompréhension face aux lois raciales et de son regret d'avoir pris la décision de renvoyer l'une de ses élèves parce qu'elle était juive. L'auteur n'analyse pourtant pas plus précisément ce témoignage; comme s'il ne prêtait à aucune contradiction avec la plate-forme idéologique de l'Académie qu'en qualité de directrice Elisa Lombardi devait défendre. Lucia Motti se contente de juxtaposer à ce récit la lettre qu'elle a reçue de l'élève juive en question: «La sollicitude démontrée par la Direction en décidant de s'en tenir rigoureusement aux lois politiques et raciales de 1938 peut en soi indiquer les valeurs transmises par l'Académie.» [19]

La «démission» de l'historienne Lucia Motti est compensée, en partie, et peut-être pensée en fonction des autres contributions inclues dans ce livre qui introduisent des réflexions diverses autour d'une histoire de l'image et de la pédagogie[20]. Cependant, lorsque le premier jour de colloque, les contradic-

---

16. Cf. «Comprendre», in Pierre Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 904-925

17. Lucia Motti, *op. cit.*, p. 116.

18. Voir entre autre, Enzo Collotti, Lutz Klinkhammer, *op. cit.*, pp. 11-25.

19. Cité in Lucia Motti, *op. cit.*, p. 136.

20. Les autres contributions du livre sont celles de: Gaetano Bonetta, «*L'uomo è tanto più forte quanto più sana e robusta è la donna.* Cultura ed educazione fisica della donna», pp. 9-38; Patrizia Ferrara, «Corpo e politica: storia di un'Accademia al femminile», pp. 39-74; Graziella Bonansea, «La metamorfosi dell'identità nella scena biografica: il mito dell'Accademia», pp. 149-176; Maria Teresa Sega, «Immagini delle accademiste. Corpi di giovanni donne tra pubblico e privato», pp. 177-222.

tions deviennent palpables, l'une des réponses invoquées, face aux soucis d'interroger d'autres pans de cette complexe histoire, est celle d'un refus du «paradigme antifasciste». L'on peut alors se poser une autre question liée et à la pratique de l'histoire orale et à la responsabilité de l'historien: comment introduire, dans le cadre d'une rencontre publique, la mémoire de l'aristocratie féminine du fascisme sans vouloir entrer dans les débats actuels qui appellent en fin de compte l'engagement de l'historien face à son propre métier?

IV.

La présence exceptionnelle des actrices, dans le cadre d'un colloque entre spécialistes, constitue un élément de bouleversement de notre pratique historienne et de notre métier. L'historien, comme le soulignait Eric J. Hobsbawm, n'est pas préparé à ce type de rencontre dans le cadre particulier d'un colloque, loin s'en faut et les journées d'Orvieto l'ont montré de façon symptomatique[21]. C'est tout d'abord à l'occasion manquée d'une rencontre entre historiens et actrices que ce colloque nous convie. Anna Rossi Doria le répétera lors de la dernière journée. Ne s'agissait-il pas d'un moment privilégié où il aurait été possible d'aborder le problème de l'autoreprésentation de ces femmes? Lorsque le film *L'Académie des vingt ans* est projeté, les réactions des «académistes», leurs applaudissements, leurs rires méritaient peut-être une attention plus soutenue afin de comprendre comment ces femmes interagissaient, en 1996, avec leur trajectoire, leur Académie, etc. Cependant, à la suite des conflits posés par la discussion autour de l'ouvrage, la séance est levée. A la place d'un dialogue ouvert entre les enquêtées et d'autres spécialistes, qui n'avaient pas participé à la rédaction de l'ouvrage mais qui étaient appelés à intervenir dans le cadre des journées d'Orvieto, il y a eu le silence.

Ce colloque nous invite ensuite à réfléchir sur l'usage de l'historiographie actuelle du fascisme en Italie. On assiste depuis quelques années à une véritable explosion de celle-ci. Et sa convocation dans les luttes politiques implique une prudence indispensable de la part du spécialiste. Ne comporte-t-elle pas également l'engagement nécessaire de l'historien? La volonté marquée de Lucia Motti de s'abstraire des débats actuels a en quelque sorte, au cours du colloque, montré les apories d'une position à laquelle l'historien doit tendre mais qu'il ne peut atteindre.

---

21. Eric J. Hobsbawm, «L'historien entre la quête de l'universalité et la quête d'identité», in *Diogène*, N° 168, octobre-décembre 1994, pp. 52-66. Il s'agissait dans son cas du colloque d'Arezzo consacré au massacre de Civitella.